« accident. » Les noms des citoyens chargés de la démolition du clocher sont de ceux qui reviennent le plus souvent dans les procès-verbaux dressés contre les voleurs des matériaux de l'abbaye.

La vente du fer provenant de la démolition du clocher produit la somme de 888 livres, que l'Administration abandonne à la commune pour secours à l'agriculture (3).

Ses propres exploits n'empêchent pas la municipalité de continuer à verbaliser contre les particuliers et à se plaindre de l'inertie de l'Administration du district qui n'exerce aucune poursuite. Après avoir constaté de nouveaux vols, le Conseil de la commune déclare que c'est le dernier procès-verbal qu'il fait de ce genre, puisque tous les autres sont restés sans effet. Il se reconnaît sans moyen d'empêcher les vols et les dégradations. Il regrette que les bâtiments de la ci-devant abbaye n'aient pas été vendus dans le principe, dès que les biens du clergé furent déclarés biens nationaux ; il prévoit, pour peu que l'on ne tarde à les vendre, que bientôt il ne restera plus que les murs.

Ces prévisions n'étaient que trop fondées. Les dévastations continuent avec plus de fureur que jamais. L'on abat les toits. Les démolisseurs se contentent de répondre aux objurgations qui leur sont faites, qu'ils continueront. Ils sont dans l'intime persuasion qu'il ne leur mésarrivera pas, et ils le disent même tout haut (4).

Si bien que le 14 nivôse, an III, le maire et les officiers municipaux, tout en gémissant des méfaits qui se commettent nuit et jour dans les bâtiments de l'abbaye, croient

---

(3) Délib. du 30 pluv., an III.

(4) Délib. du 22 nivôse, an III.